Hervé Brédif et Pierre Boudinot, *Quelles forêts pour demain ? Éléments de stratégie pour une approche renouvelée du développement durable*. Paris, L'Harmattan, 2002, 249 p.

Andrée Corvol

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/etudesrurales/133>

DOI: 10.4000/etudesrurales.133

ISSN: 1777-537X

Publisher

Éditions de l'EHESS

Printed version

Date of publication: 1 January 2002

Electronic reference

Andrée Corvol, "Hervé Brédif et Pierre Boudinot, *Quelles forêts pour demain ? Éléments de stratégie pour une approche renouvelée du développement durable*. Paris, L'Harmattan, 2002, 249 p.", *Études rurales* [Online], 163-164 | 2002, Online since 25 June 2003, connection on 07 September 2021. URL: <http://journals.openedition.org/etudesrurales/133> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.133>

This text was automatically generated on 7 September 2021.

© Tous droits réservés

Hervé Brédif et Pierre Boudinot, *Quelles forêts pour demain ? Éléments de stratégie pour une approche renouvelée du développement durable*. Paris, L'Harmattan, 2002, 249 p.

Andrée Corvol

Cet ouvrage comporte trois grandes parties : les significations attribuées à la gestion durable, les changements dans la relation entre hommes et forêts, qui ont amené cette notion, la manière de faire évoluer l'appréhension des questions forestières.

Il n'est que de lire les propositions du chapitre VII pour comprendre que les auteurs, tous deux ingénieurs agronomes et engagés dans la préservation et la restauration de la nature, estiment que l'approche actuelle doit être modifiée afin de privilégier l'accueil du public et la mise en réserve, et non la production ligneuse et le rendement à l'hectare. Ils se situent au niveau mondial, ce qui est fort bien mais finit par troubler car quelles forêts sont au juste visées ? Toutes ? Certaines ? Et parmi elles, est-ce les forêts tropicales qui subissent d'énormes prélèvements en combustible et doivent supporter la pression des défricheurs ? Ou également les forêts tempérées qui ont connu des situations analogues voilà des siècles mais qui, aujourd'hui, loin de fondre comme neige au soleil, sont affectées d'un dynamisme qui menace les autres formes paysagères, dont les landes, les marais et les pâturages d'altitude ?

Autre réticence : comme il serait facile d'oeuvrer pour la bonne cause, à condition de s'entendre sur sa définition, ce qui n'est pas très simple en soi, si toutes les forêts du monde ne relevaient que d'une autorité planétaire ou, à défaut, des pouvoirs publics ! Le hic, c'est que ces beaux raisonnements se heurtent à la propriété privée, très répandue, même en zone intertropicale. Or, dans la plupart des cas, c'est la vente des arbres qui apporte des rentrées monétaires aux détenteurs du fonds, ce revenu assurant non seulement un complément financier mais aussi l'entretien sylvicole. Que le matériau ligneux ne soit plus prisé (on l'a vu lorsque les ménages sont passés de la

cheminée à bûches au poêle à charbons), et les surfaces forestières sombrent dans l'abandon, ce qui signifie broussailles et incendies à répétition. Pas sûr que la biodiversité recherchée en sorte gagnante ! Pas sûr non plus que les promeneurs se déclarent satisfaits devant le spectacle : des étendues difficiles à parcourir et plus ou moins convenablement sécurisées.

Évidemment, on peut envisager, à l'instar des deux auteurs, que la forêt, remplissant des fonctions dont toute la société tire profit, doit rapporter à son propriétaire davantage que ne lui donne la cession de la récolte ligneuse. D'autant que le marché est mondial, donc non protégé par le traité de Rome. Certes. Mais, concrètement, comment évaluer ces biens immatériels et inestimables que constituent les nouveaux usages, à savoir la jouissance de loisirs verts et le maintien de la biodiversité ?

Hervé Brédif et Pierre Boudinot ont le mérite de débusquer tous les problèmes surgis depuis que la gestion du propriétaire n'est plus jugée seule légitime et d'expliquer pourquoi celle-ci a peu à peu cessé de l'être, alors que le XIX^e siècle, libéral à tout va, la préférerait à celle d'une administration spécialisée, supposée incarner le bien public. Ils sont sans doute moins convaincants quand ils entendent promouvoir des solutions via les contrats négociés pour concilier des positions éloignées, pour l'heure passablement divergentes même, comme en témoignent les réactions négatives que Natura 2000 a suscitées chez les propriétaires particuliers. Il est vrai que l'information sur ce point a beaucoup tardé et est arrivée très tronquée : toutes les conditions étaient réunies pour fantasmer, donc déformer les objectifs fixés.